



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
Du 18 décembre au 12 janvier 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

100 GW

de nouvelles capacités de
production d'électricité d'ici à
2050 (IRP 2023 - DMRE)

Zoom sur l'Integrated Resource Plan (IRP) 2023 et le mix énergétique sud-africain

Le ministère des ressources minérales et de l'énergie (DMRE) sud-africain publie la première version du Integrated Resource Plan (IRP) 2023 qui définit la stratégie énergétique du pays et son futur mix énergétique à moyen et long termes (IRP 2023 – DMRE).

Le DMRE a publié le 4 janvier la première version l'IRP 2023, dans lequel il expose sa stratégie énergétique à moyen terme (Horizon One : 2023 à 2030) et long terme (Horizon Two : 2030 à 2050). Cinq scénarios sont envisagés, en fonction de l'évolution de la crise énergétique que traverse actuellement le pays. Cette nouvelle stratégie prévoit la construction de nouvelles capacités de génération de plus de 100 gigawatts (entre 105 et 166 GW selon le scénario considéré) d'ici à 2050, grâce au développement de nouvelles capacités renouvelables (solaire et éolien), mais aussi le nucléaire, le gaz et le charbon. Cette version est soumise à commentaires jusqu'au 23 février 2024.

Selon ce nouveau plan, le charbon continuera de jouer un rôle important dans la production d'électricité en Afrique du Sud avec un focus sur des investissements dans des technologies moins polluantes, notamment grâce à la capture carbone (CCUS), bien que l'efficacité et la rentabilité de cette technologie reste à démontrer à grande échelle. Le gouvernement a également décidé d'étendre son programme nucléaire. De petits réacteurs modulaires (SMR) pourraient être déployés progressivement pour répondre à la demande croissante d'énergie. La priorité est donnée au développement de la production d'électricité par le gaz afin, selon le gouvernement, de compléter par une énergie pilotable les énergies renouvelables qui devraient aussi augmenter mais de manière moins substantielle. Cela devrait se traduire par de fortes importations de gaz, dont du gaz GNL, tandis que les capacités locales de production sont développées. Dans cette optique, le renforcement de la coopération régionale avec des pays comme le Mozambique et la Namibie est évoqué.

Sommaire :

Afrique du Sud

- Le déficit du compte courant se creuse au troisième trimestre 2023, malgré la nette progression de l'excédent commercial (*SARB*)
- Le Johannesburg Stock Exchange perd 8,3 Mds USD d'investissement étranger en 2023 (*Bloomberg*)
- Le Trésor publie son rapport annuel sur la dette sud-africaine (*National Treasury*)
- L'indice PMI manufacturier retourne en territoire positif pour la première fois depuis avril (*BER*)
- L'entreprise nigériane Riverside LNG négocie la livraison de gaz GNL en Afrique du Sud à partir de 2027 (*Africa Business Insider*)

Angola

- L'Angola quitte l'OPEP (*Bloomberg*)
- La balance des paiements enregistre un large excédent (*BoA*)

Botswana

- De Beers consacre 1 milliard de dollars à l'extension de sa mine au Botswana (*Mining.com*)

Mozambique

- Le FMI approuve la 3ème revue de la Facilité Elargie de Crédit (*FMI*)

Namibie

- La croissance atteint 7,2% au troisième trimestre (*NamStats*)
- Total Energies renforce sa participation dans un gisement de pétrole offshore en Namibie

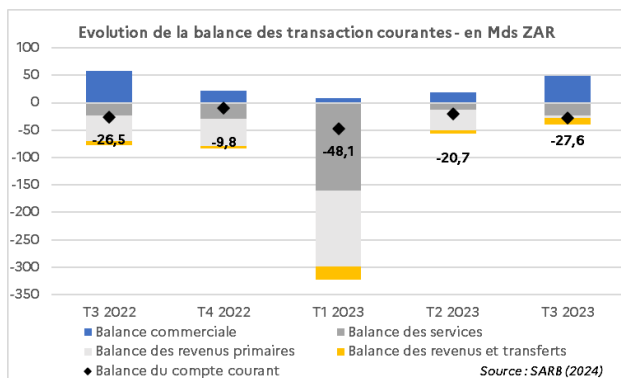
Zambie

- Le FMI approuve la Seconde revue de la Facilité élargie de crédit (*FMI*)
- La croissance ralentit à 5,1% au troisième trimestre (*Zamstats*)

Zimbabwe

- La production d'or du Zimbabwe chute de 15 % en raison de pénuries d'électricité et de devises (*Reuters*)

Afrique du Sud



Le déficit du compte courant se creuse au troisième trimestre 2023, malgré la nette progression de l'excédent commercial (SARB)

Le 14 décembre, la Banque centrale sud-africaine (*South African Reserve Bank*) a publié son bulletin trimestriel, présentant notamment les données relatives à la balance des paiements. Au cours du troisième trimestre 2023, l'excédent commercial a nettement progressé et atteint un point haut depuis le début de l'année (48,4 Mds ZAR - 2,6 Mds USD, soit 4,2% du PIB ; multiplié par 2,5 par rapport au trimestre précédent) – bien qu'il reste inférieur de 15,5% à celui enregistré au T3 2022. Cette évolution s'explique par une baisse des importations (-2,7% en gt.) en lien avec la diminution des achats (effet volume) de « machines et équipements électriques », et de « produits manufacturés », traduisant un ralentissement de la demande interne. Parallèlement, les exportations ont progressé (+3%), portées par la bonne performance de l'industrie automobile. Malgré ces dynamiques positives, le déficit courant s'est creusé sur la période (+33%) pour atteindre 27,6 Mds ZAR (1,8 Mds USD soit 2,4% du PIB), en lien avec la dégradation du déficit de la balance des revenus primaires (-40,3 Mds ZAR, soit 3,5% du PIB), structurellement le premier contributeur au déficit courant sud-africain – forte hausse des versements de dividendes d'entreprises sud-africaines à des agents non-résidents. Sur les trois premiers trimestres 2023, le déficit courant atteint ainsi 96,4 Mds ZAR (5,2 Mds USD soit 2,8% du PIB), un niveau près de cinq fois supérieur à celui enregistré l'année dernière sur la même période.

Le Johannesburg Stock Exchange perd 8,3 Mds USD d'investissement étranger en 2023 (Bloomberg)

Selon les données du *Johannesburg Stock Exchange*, commentées par Bloomberg, la bourse sud-africaine a enregistré une sortie nette des capitaux étrangers de 8,3 Mds USD en 2023 – ventes de titres détenus par des investisseurs non-résidents. Ce mouvement de retrait s'observe pour la cinquième année consécutive, portant le désinvestissement total à 52 Mds USD entre 2016 et 2023. Il s'explique notamment par la défiance croissante envers le marché sud-africain, en raison notamment de la détérioration des conditions macro-économiques (croissance atone, dégradation des finances publiques, crises énergétique et logistique, etc.), dans un contexte mondial plutôt défavorable aux marchés émergents. A noter que la capitalisation du JSE (*equity*) a reculé de 11% sur l'année 2023, pour atteindre 19 000 Mds ZAR (1 000 Mds USD). Elle maintient toutefois sa place de première place financière en Afrique et dix-neuvième au monde.

Le Trésor publie son rapport annuel sur la dette sud-africaine (National Treasury)

Le 18 décembre, le Trésor sud-africain (*National Treasury*) a publié son rapport annuel de gestion de la dette pour l'exercice 2022/23 (clos au 31 mars 2023). A la fin de l'exercice, la dette publique totale s'élevait à 4 765,5 Mds ZAR (244 Mds USD, soit 71,6% du PIB), en progression de +11,4% sur un an (+10,1 points de PIB). En effet, pour faire face aux besoins de financement conséquent sur l'exercice (398,8 Mds ZAR avec un déficit budgétaire primaire de 336 Mds ZAR), le Trésor a émis environ 322 Mds ZAR d'obligations domestiques à long terme, confirmant la stratégie du Trésor de privilégier des titres domestiques à maturité longue. En parallèle, les bailleurs internationaux ont octroyé 65 Mds ZAR (3,5 Mds USD) de prêts de politique publique sur la période - 454 MEUR par la Banque mondiale en septembre 2022, 300 MEUR par l'Agence Française du Développement en décembre 2022 et 300 MEUR par l'agence allemande KfW en janvier 2023. Si la dette extérieure reste largement minoritaire (moins de 12% du stock), la multiplication des opérations des bailleurs

internationaux témoigne de la volonté affichée de l'Afrique du Sud de se tourner davantage vers les financements concessionnels. A noter par ailleurs que l'exercice a été marqué par le transfert d'une partie de la dette de l'électricien public Eskom au gouvernement (254 Mds ZAR soit 5,5% du PIB). Pour rappel, la dette est composée à 70% d'obligations cotées à la *Johannesburg Stock Exchange* (3 300 Mds ZAR), détenues pour un quart par des investisseurs étrangers (soit 806 Mds ZAR, contre 28,6% un an plus tôt), un quart par des fonds de pension (contre 24%), 20% par des institutions monétaires (contre 19%) et 6% par des assureurs (contre 6,5%). Ces titres représentent plus de 75% des titres de créance cotés à la bourse sud-africaine.

L'indice PMI manufacturier retourne en territoire positif pour la première fois depuis avril (BER)

L'indice *Purchasing Manager Index* (PMI) pour le secteur manufacturier de la banque Absa a atteint 50,9 points au mois de décembre contre 48,2 points le mois précédent. L'indicateur dépasse pour la première fois depuis avril 2023 le seuil des 50 points, signe d'une perception d'une certaine amélioration de l'activité par les chefs d'entreprises. Ce léger regain s'explique notamment par l'atténuation des délestages électriques. Malgré une certaine résilience, le secteur reste toutefois fortement entravé par les crises énergétiques et logistiques – au troisième trimestre 2023, son activité était ainsi inférieure de près de 6% à son niveau pré-Covid (T4 2019) – données StatsSA.

Le gouvernement sud-africain lance plusieurs appels d'offres pour les énergies renouvelables, le gaz et les batteries électriques (Engineering news)

Dans le cadre du septième appel d'offres (BW7) du *Renewable Energy Independent Power Producer Procurement Programme* (REIPPPP), le DMRE a lancé un appel d'offres jusqu'au 30 avril pour le développement de 3 200 MW d'énergie éolienne et de 1 800 MW d'énergie solaire photovoltaïque (PV). Cette annonce était initialement attendue pour le second trimestre 2023. Outre des lenteurs administratives, ce retard peut également s'expliquer par le déficit de capacités de transmission de la grille

électrique nationale. C'est pourquoi le DMRE a suggéré aux entreprises participant à l'appel d'offres prendre en compte les capacités de transmission prévues dans le cadre du 2025 Generation Connection Capacity Assessment (GCCA) présenté en octobre 2023. Par ailleurs, un Gas Independent Power Producer Procurement Programme (GIPPPP) a été lancé par le DMRE pour l'identification d'un site pour le développement d'installations terrestres de production d'électricité à partir de gaz. La date de clôture des soumissions a été fixée au 30 août avec une annonce des soumissionnaires privilégiés trois mois après la date limite de soumission des offres. Le DMRE a indiqué qu'une procédure d'achat distincte sera organisée pour une capacité de 1 000 MW à développer près du port de Ngqura, dans la province du Eastern Cape. Enfin, le deuxième appel d'offres du Battery Energy Storage Independent Power Producer Procurement Programme (BESIPPPP) a été annoncé. Ce dernier concerne des installations d'une taille minimale de 77 MW et d'une taille maximale de 153 MW, toutes dotées d'une capacité de stockage de quatre heures. L'appel d'offres porte sur huit installations de stockage situées à proximité de sous-stations de transmission sélectionnées par Eskom dans la "zone d'approvisionnement du nord-ouest", à savoir : Mercury, Carmel, Hermes, Ngwedi, Midas, Marang et Bighorn. Un changement de régulation en Afrique du Sud porteur d'un espoir d'amélioration.

L'entreprise nigériane Riverside LNG négocie la livraison de gaz GNL en Afrique du Sud à partir de 2027 (Africa Business Insider)

Le gouvernement sud-africain cherche à diversifier et augmenter ses capacités de production d'électricité afin de remédier à sa crise énergétique. Le Nigéria en tant que pays africain possédant les plus larges réserves de gaz est un partenaire potentiel privilégié. Ainsi Riverside LNG, qui a signé en 2023 un accord d'exportation de gaz naturel liquide vers l'Allemagne, serait en négociations pour un accord similaire avec l'Afrique du Sud, qui mène une stratégie similaire de substitution du charbon par le gaz. L'Afrique du Sud ne disposant pas actuellement de terminaux d'importations pour recevoir du gaz GNL, les livraisons ne devraient pas commencer avant 2027.

Angola

L'Angola quitte l'OPEP (Bloomberg)

Le gouvernement angolais a annoncé le 21 décembre 2023 qu'il se retirerait de l'OPEP, en tant que membre à part entière, à partir du 1er janvier 2024. Plusieurs raisons expliquent cette décision prise en Conseil des ministres présidé par le Président angolais. Tout d'abord, l'Angola souhaite concentrer ses efforts sur la mise en œuvre de sa stratégie dans le secteur pétrolier telle que définie dans le Plan de développement national 2023-2027. De plus, le pays estime que sa voix n'est pas suffisamment entendue au sein de l'Organisation, comme l'a déclaré à la presse, le Ministre des ressources minérales, du pétrole et du gaz, Diamantino Azevedo. Surtout, l'Angola a décidé de se retirer sur fond de désaccord sur les quotas de production pétrolière. En effet, Luanda s'était montré insatisfait du quota de 1,11 million de barils/jour qui lui a été attribué lors de la dernière réunion ministérielle de l'Alliance fin novembre qui risquait de l'obliger ultérieurement à réduire sa production (NDLR : du fait des coupes solidaires que pratiquent les membres pour soutenir les cours).

La balance des paiements enregistre un large excédent (BoA)

Selon la Banque nationale d'Angola, la balance des paiements a enregistré un solde du compte courant de 2,7 Mds USD équivalant à 12,1 % du PIB, au troisième trimestre 2023. L'excédent augmente donc de 2,8 Mds USD par rapport au trimestre précédent porté par la hausse de l'excédent commercial et la réduction du déficit des comptes des services, des revenus primaires et secondaires. La balance commerciale a augmenté de 34,6%, passant de 4,5 Mds USD à 6,4 Mds USD entre le second et le troisième trimestre, bénéficiant de l'augmentation des recettes d'exportation de biens, alors qu'en parallèle les dépenses d'importation se sont contractées.

Botswana

De Beers consacre 1 milliard de dollars à l'extension de sa mine au Botswana (Mining.com)

De Beers, premier producteur mondial de diamants en valeur, a annoncé le 10 janvier un projet d'investissement d'1 Md USD pour prolonger la durée de vie de sa mine phare de Jwaneng au Botswana. Cette décision intervient dans un contexte de faiblesse persistante du marché mondial du diamant, qui a vu les prix de gros des diamants polis chuter d'un cinquième en 2023, entraînant dans leur sillage les diamants bruts. Anglo American (propriétaire de De Beers) et le gouvernement du Botswana possèdent conjointement Debswana Diamond, l'entreprise contrôlant la totalité de la production de diamants au Botswana. Les deux parties ont déclaré que cet investissement permettra de développer l'infrastructure essentielle pour soutenir le développement du projet. L'objectif de cet investissement est d'agrandir la capacité de la mine de Jwaneng, la mine de diamants la plus riche au monde, afin de compenser la baisse de la production mondiale. A l'été 2023, De Beers et le gouvernement botswanais avaient signé un accord prévoyant l'augmentation de la part des diamants perçus par l'Etat botswanais, qui est passée de 30 à 50%, en échange d'une prolongation de la licence minière de De Beers, prolongée jusqu'en 2054.

Mozambique

Le FMI approuve la 3ème revue de la Facilité Elargie de Crédit (FMI)

Le 8 janvier 2024, le conseil d'administration du FMI a approuvé un décaissement de 60,7 M USD (45,44 M de DTS) lors de l'examen de la troisième revue du programme adossé à la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Le programme avait été accordé en mai 2022 pour 36 mois et portant sur un montant total de 456 M USD (340,8 M DTS). Le Fonds a qualifié la performance du programme comme étant satisfaisante, tout en soulignant la persistance de facteurs de risques compte tenu du niveau de la dette publique et du maintien d'un climat d'insécurité dans la région septentrionale du Cabo Delgado.

Pour rappel, les objectifs de l'accord FEC sont de soutenir la reprise économique du Mozambique, de réduire la dette publique et les vulnérabilités de financement, tout en favorisant une croissance plus élevée et plus inclusive grâce à des réformes structurelles. En substance, le FMI a salué les mesures prises par les autorités mozambicaines pour assurer une discipline budgétaire à court et moyen termes et estime nécessaire le maintien d'efforts continus de consolidation budgétaire compte tenu de la dette du Mozambique qui continue à demeurer élevée. Du côté des recettes fiscales, le FMI appelle à un élargissement de la base de la TVA. Du côté des dépenses publiques, la poursuite de la réforme de la masse salariale de la fonction publique contribuera à créer de l'espace budgétaire pour des dépenses prioritaires, notamment sociales. L'approbation, en décembre 2023, de la loi sur la création du Fonds Souverain (Fonds destiné à gérer une partie des recettes fiscales qui seront générées par les grands projets de LNG) a été qualifiée d'étape importante pour garantir une gestion transparente et saine de la richesse des ressources naturelles. Sur le plan monétaire, le FMI a indiqué que dans le contexte actuel de prévisions d'inflation bien ancrées, de politique budgétaire plus stricte qu'auparavant et de croissance faible en dehors du secteur minier, un assouplissement progressif de la politique monétaire pourrait être envisagé.

Namibie

La croissance atteint 7,2% au troisième trimestre (NamStats)

Selon l'agence nationale de statistiques (NamStats), le PIB a augmenté de 7,2% au troisième trimestre de l'année 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 5,5% au trimestre précédent. La croissance accélère donc et se poursuit pour le dixième trimestre consécutif. Treize secteurs sur dix-sept enregistrent une progression de leur activité, notamment l'industrie minière (+51,7%, soit une contribution positive de 6,6 points) - en lien avec le dynamisme de la production de minerais de fer et d'uranium; et, dans une moindre mesure, le secteur agricole (+19,9%, soit +0,5 point) et le commerce (+6,1%, soit +0,5 point). A l'inverse, l'activité

du secteur manufacturier se contracte (-8,7%, soit une contribution négative de 1 point), de même que celle du secteur du BTP (-30,6%, soit -0,5 point). Du côté de la demande, la croissance bénéficie des bons résultats de l'investissement, qui a bondi de 36,3% (après +35% au trimestre précédent), porté par les projets dans l'exploration minière; et de la hausse de la consommation domestique privée (+1,3%). A l'inverse, le commerce extérieur contribue négativement à la croissance, avec un déficit en augmentation à 15,8 Mds NAD.

Total Energies renforce sa participation dans un gisement de pétrole offshore en Namibie (Total Energies)

Total Energies a signé cette semaine avec Impact Oil and Gas Namibia un accord en vue d'acquérir des participations supplémentaires de 10,5 % sur des concessions offshore opérés par le groupe en Namibie. Total Energies a l'intention de partager cette participation supplémentaire avec son partenaire Qatar Energy. Après la finalisation de ces transactions, Total Energies détiendrait une participation de 45,25 % sur le Bloc 2913B qui contient le gisement pétrolier offshore de Venus. La junior pétrolière Impact, dont le siège est au Royaume-Uni, conservera une participation de 9,5 % sur chacun des permis. Cette opération financière marque une étape importante vers le développement du gisement, a déclaré mercredi dernier la major de l'énergie.

Zambie

Le FMI approuve la Seconde revue de la Facilité élargie de crédit (FMI)

Le 20 décembre, le conseil d'administration du FMI a approuvé la seconde revue du programme de Facilité Elargie de crédit débloquant le décaissement immédiat de la troisième tranche du programme, soit 187 MUSD. Adoptée le 31 août 2022, le programme de financement soutient le gouvernement zambien à hauteur de 1,3 Mds USD (dont 561 MUSD désormais décaissés) dans l'objectif de renforcer la stabilité macroéconomique et de favoriser une croissance inclusive. L'institution financière internationale a salué les efforts

du gouvernement dans la mise en place des réformes structurelles, malgré un environnement international défavorable. Six des sept objectifs fixés ont été atteints (publication de rapports trimestriels sur la dette, publication d'information sur les marchés publics dans le cadre du programme agricole, soumission au parlement d'un projet de loi sur l'accès à l'information, etc.) – seul un indicateur portant sur le niveau de réserves n'a pas été atteint. Par ailleurs, l'économie s'est montrée plus résiliente qu'escomptée: la croissance devrait ainsi atteindre 4,3% en 2023 et 4,7% en 2024, portée par les secteurs non-miniers et non-agricoles, soit la communication (ICT), l'éducation et les transports (contre respectivement 3,6% et 4,3% anticipés par le FMI en octobre). Par ailleurs, le FMI salue les avancées du processus de restructuration de la dette dans le cadre commun – pour rappel le gouvernement s'était entendu avec ses créanciers bilatéraux sur les termes d'un protocole d'accord (*Memorandum of Understanding – MOU*) en octobre 2023, un accord qui doit désormais être signé par tous les créanciers officiels. A noter également que le Ministre des Finances a annoncé recevoir un soutien budgétaire de 125 MUSD de la Banque mondiale, signe d'un réengagement des bailleurs dans le pays.

La croissance ralentit à 5,1% au troisième trimestre (Zamstats)

Selon l'agence nationale de statistiques (*ZamStats*), le PIB a augmenté de 5,1% au troisième trimestre 2023 par rapport à la même période de l'année précédente, après une hausse de 5,7% au trimestre précédent. Treize secteurs sur dix-huit ont enregistré une progression de leur activité, notamment « l'information et la communication » (ICT) (+19,6%, soit une contribution positive de 2,1 points), le BTP (+12,9%, soit +1,2 point) et l'éducation (+15,1%, soit +1,1 point). A l'inverse, le secteur agricole se contracte largement (-7,9%, soit -0,3 point), en lien avec l'impact des conditions climatiques défavorables sur les récoltes (pluviométrie insuffisante sous l'effet du phénomène El Nino). Toujours selon le bulletin mensuel de *ZamStats*, le taux d'inflation annuel a atteint 13,1% au mois de décembre contre 12,9% au mois de novembre. L'indicateur progresse donc pour le sixième mois

consécutif et atteint un point haut depuis mars 2022.

Zimbabwe

La production d'or du Zimbabwe chute de 15 % en raison de pénuries d'électricité et de devises (Reuters)

Le Zimbabwe a produit 30 tonnes d'or en 2023, soit 15 % de moins que l'année précédente, selon des données officielles publiées lundi dernier, les coupures d'électricité et la volatilité de la monnaie ayant eu un impact sur la production. Le pays d'Afrique australe était autrefois l'un des principaux producteurs d'or du continent, mais il est tombé loin derrière le Ghana, le Mali, le Burkina Faso, la Guinée et la Tanzanie, en raison d'une crise économique prolongée qui a tenu les investisseurs à l'écart. Le Zimbabwe reste largement sous-exploré et ses mines en activité ont du mal à mobiliser des capitaux en raison des préoccupations liées à la politique gouvernementale et aux droits de propriété. Le gouvernement zimbabwéen et l'entreprise minière australienne Invictus ont souligné que la découverte doit encore être confirmée par les tests et l'exploration en cours. Quatre échantillons d'hydrocarbures ont été récupérés dans le puits Mukuyu-2, confirmant les découvertes antérieures du puits Mukuyu-1, situé à sept kilomètres de là. La dernière découverte « confirme l'important potentiel du champ de Mukuyu, qui présente une fermeture structurale de plus de 200 km² », a déclaré M. Scott Macmillan, directeur général d'Invictus, dans un communiqué. D'autres forages sont nécessaires pour confirmer l'étendue de la découverte.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	11/01/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	18,65 ZAR	0,2%	2,2%	-10,0%	-8,9%
Angola	825,4 AOA	0,5%	0,4%	-39,0%	-39,0%
Botswana	13,4 BWP	-0,2%	1,2%	-6,2%	-5,4%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,0 ZMW	-0,9%	-6,6%	-29,6%	-30,5%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2023)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda

leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtresor.gouv.fr